



CAP SUR LA RELANCE : DES AMBITIONS POUR LE QUÉBEC

Stratégie territoriale
pour l'Indo-Pacifique

Édition produite par le ministère des Relations internationales et de la Francophonie.

Ce document est disponible en version électronique à l'adresse suivante :

[Québec.ca/gouv/politiques-orientations/vision-internationale-quebec/strategie-indo-pacifique](https://quebec.ca/gouv/politiques-orientations/vision-internationale-quebec/strategie-indo-pacifique).

Toute reproduction totale ou partielle de ce document est autorisée,
à condition que la source soit mentionnée.

Dépôt légal

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2021

ISBN 978-2-550-90759-6 (PDF)

© Gouvernement du Québec, 2021



CAP SUR LA RELANCE : DES AMBITIONS POUR LE QUÉBEC

Stratégie territoriale
pour l'Indo-Pacifique

Mot de la ministre



Le 29 novembre 2019, nous dévoilions la Vision internationale du Québec (VIQ) intitulée « Le Québec : fier et en affaires partout dans le monde! » Cette Vision fait évoluer la Politique internationale de 2017 en mettant l'accent de façon explicite sur la dimension économique de notre action sur la scène internationale. Dévoilée dans un contexte économique favorable, cette Vision souhaitait recentrer l'action du Ministère et celle de notre réseau de représentations à l'étranger vers des priorités économiques plus affirmées et des objectifs commerciaux et d'investissement plus ambitieux, sans pour autant occulter la promotion et la défense des intérêts politiques, institutionnels et culturels du Québec.

La crise de la COVID-19 et ses effets sur l'économie et les finances publiques imposaient une réflexion sur la Vision internationale et ses orientations. Cette Vision doit maintenant se déployer dans un contexte de reprise économique et en devenir un important catalyseur. À cet égard, le virage économique proposé dans la Vision internationale n'en devient que plus pertinent. Après la pandémie, le Québec demeurera une

économie diversifiée dans un marché intérieur exigü. La relance passera donc largement par les exportations et l'établissement de partenariats étrangers, qui sont au cœur du Plan d'action pour la relance des exportations (PARE), dévoilé en mars 2021.

Les impératifs de la relance économique confirment la pertinence de renforcer notre action dans la région indo-pacifique, qui s'affirme de plus en plus comme le nouveau centre de gravité de l'économie mondiale. Il s'agit par ailleurs d'une région dont les perspectives de croissance soutenues revêtent un fort potentiel pour les exportations québécoises.

Ce document propose une stratégie pour renforcer et renouveler l'action du Québec en Indo-Pacifique. Elle se fonde sur une consultation des ministères, des organismes et des partenaires québécois concernés, en prenant en compte leurs constats, besoins et visions respectives vis-à-vis de l'action du Québec sur ce vaste territoire. Cette stratégie se déploie selon trois problématiques transversales :

- Quels sont les intérêts, actuels et futurs, du Québec en Indo-Pacifique?
- Comment l'Indo-Pacifique peut-elle contribuer à l'essor du Québec?
- Quelles sont les mesures à prendre afin d'accroître les retombées de la relation avec la région indo-pacifique?

Par cette approche, nous proposons des actions concrètes et innovantes, en considérant la diversité des territoires couverts ainsi que l'état d'avancement de la relation du Québec avec ces derniers. Pour autant, il s'agit pour le Québec de prendre pleinement et nécessairement part à l'essor politique et économique de l'Indo-Pacifique au 21^e siècle, et ce, dans une perspective de relance de son économie.

Geneviève Guilbault

Vice-première ministre, ministre de la Sécurité publique,
ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale
et ministre des Relations internationales et de la Francophonie suppléante

Table des matières

Mot de la ministre	4
Introduction et cadre stratégique	6
L'Indo-Pacifique : un pôle stratégique incontournable	7
Un bassin important de talents à l'échelle mondiale	8
Les atouts du Québec en Indo-Pacifique	9
Les défis structurels du Québec en Indo-Pacifique	10
Renforcer et renouveler l'action du Québec en Indo-Pacifique : secteurs prioritaires et actions à entreprendre.....	12
Axe d'intervention 1 : Commerce extérieur et investissements	12
Axe d'intervention 2 : Recherche, innovation et formation.....	16
Axe d'intervention 3 : Économie verte et développement durable	18
Axe d'intervention 4 : Attraction de talents et de la main-d'œuvre	20
Axe d'intervention 5 : Culture	21
Axe transversal : Jeunesse.....	23
Conclusion	25
Annexe : Axes d'intervention, orientations et mesures	26

Introduction et cadre stratégique

L'Indo-Pacifique constitue pour le Québec aussi bien une réalité géographique et géopolitique qu'une réalité économique. Une réalité géographique, car depuis l'ouverture de sa première représentation en Asie du Nord-Est en 1973, le Québec a su suivre à la fois l'extension et l'interconnectivité accrue de ce continent à travers les nouveaux axes de transport terrestre parcourant l'Asie centrale, les nouvelles routes maritimes sillonnant l'Asie du Sud-Est et l'océan Indien, ainsi que celles traversant l'Océanie et le Pacifique jusqu'aux continents américains. Aussi, l'Indo-Pacifique s'impose désormais comme l'épicentre des enjeux politiques et économiques mondiaux. Cette réalité se manifeste par quatre phénomènes géopolitiques :

1. Le déplacement du centre de gravité économique et géopolitique mondial vers l'Indo-Pacifique : depuis la crise de 2008, cet espace est devenu le principal moteur de croissance de l'économie mondiale, où se situent six membres du G20 (Chine, Japon, Inde, Indonésie, Corée du Sud et Australie). En effet, avec un taux de croissance annuel moyen du produit intérieur brut (PIB) de l'ordre de 5 % au cours de la dernière décennie, l'Indo-Pacifique est une puissance économique dont le PIB totalise près de 35 000 G\$ US, soit 37,5 % de la richesse mondiale (2019). Même si la région a souffert de la pandémie de COVID-19, le Fonds monétaire international (FMI) constate que deux régions (Chine, Vietnam) ont conservé une croissance positive en 2020, et l'Indo-Pacifique dans son ensemble devrait connaître un fort rebond de sa croissance en 2021, de l'ordre de 7,6 % ; elle devrait en outre soutenir un niveau de croissance moyenne de 5 % pour les cinq prochaines années.
2. La démographie : la vitalité économique de l'espace indo-pacifique s'appuie sur sa puissance manufacturière et sur l'innovation, mais aussi sur la démographie. La région compte une population de plus de 4,3 milliards d'habitants et comprend déjà — selon une étude du Brookings Institution et du Forum économique mondial — environ 54 % de la classe moyenne mondiale (un peu moins de 2 milliards de consommateurs). On prévoit que cette classe moyenne atteindra 3,5 milliards de consommateurs en 2030, soit 65 % de la classe moyenne mondiale, contre 13 % pour les Amériques.
3. L'émergence de tensions entre les États-Unis et la Chine : cette rivalité sino-américaine se manifeste à la fois sur les fronts économique, militaire, diplomatique et géopolitique. De plus, contrairement à la rivalité survenue lors de la Guerre froide, celle-ci se déploie sur un fond de forte interdépendance financière et économique. Les États-Unis et la Chine étant les premiers et deuxièmes partenaires commerciaux du Québec et du Canada, ces tensions pourraient nous rendre vulnérables à des dommages collatéraux.
4. L'antagonisme grandissant entre les géants démographiques et économiques que sont l'Inde et la Chine : ce dernier phénomène géopolitique, qui s'inscrit davantage dans la durée, prend la forme de tensions provenant d'une restructuration globale des routes commerciales, du développement et du contrôle des nouvelles technologies, et d'une lutte pour l'accès aux minéraux critiques et stratégiques.

Même s'ils s'incarnent différemment, ces phénomènes définiront le prochain ordre économique et politique mondial. Chaque nation doit se positionner par rapport à cette réalité, et le Québec ne fait pas exception, notamment dans la perspective où il souhaite augmenter ses exportations à un niveau atteignant au moins 50 % de son PIB.

L'Indo-Pacifique : un pôle stratégique incontournable

L'Inde et le Japon mettent de l'avant depuis 2007 la stratégie d'un « Indo-Pacifique libre et ouvert », stratégie qu'ils ont officialisée en 2016. Celle-ci se décline avant tout sous un angle sécuritaire au travers du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (QSD) regroupant, outre l'Inde et le Japon, les États-Unis et l'Australie. Elle comprend également un aspect économique, notamment par des investissements en Asie du Sud-Est — carrefour du commerce mondial par l'intermédiaire du détroit de Malacca — et en Afrique de l'Est. Le concept d'Indo-Pacifique libre et ouvert a depuis été repris par les puissances occidentales, au premier rang desquelles les États-Unis, qui ont annoncé leur stratégie de « pivot asiatique » en 2011. La France, via ses territoires ultra-marins, adopte une stratégie similaire « pour un espace indopacifique libre, ouvert et inclusif » en 2018¹, alors que l'Allemagne publie en 2020 ses « lignes directrices pour la région indopacifique »², suivie par les Pays-Bas, et plus récemment en 2021 par l'Union européenne dans son ensemble à travers une stratégie pour la coopération dans la région indo-pacifique³. Par ailleurs, le 15 septembre 2021, les États-Unis, le Royaume-Uni et l'Australie annoncent la formation d'un nouveau partenariat militaire, baptisé AUKUS, afin d'étendre l'empreinte maritime de ces puissances au sein de cette région clé.

En lançant son initiative des « nouvelles routes de la soie » (Belt and Road Initiative – BRI), la Chine veut reconfigurer les routes commerciales mondiales par des investissements massifs en Asie, en Afrique, en Europe ainsi qu'en Arctique. Ce projet économique inclut la coordination des politiques publiques, le développement technologique (au travers des « routes de la soie numériques ») et la promotion culturelle. Faisant l'objet de plus d'une centaine d'accords bilatéraux, le BRI participe activement à l'interconnectivité du continent asiatique — et de ses chaînes de valeur — au reste de la planète, bien qu'elles s'accompagnent également d'une expansion maritime et territoriale grandissante de la Chine aussi bien au niveau régional qu'au niveau international.

Enfin, la région indo-pacifique comporte une dimension transpacifique s'étendant à l'ensemble du continent américain, via le Partenariat transpacifique global et progressiste (PTPGP), qui regroupe de nombreuses économies de l'Indo-Pacifique⁴, le Canada, le Mexique, le Chili et le Pérou.

Une puissance d'investissement majeure

Outre le potentiel d'exportation incarné par sa classe moyenne, la région attire les investissements directs étrangers (IDE) qui contribuent à son essor. Selon la Banque asiatique de développement (BAD), l'Indo-Pacifique aurait besoin de près de 26 000 G\$ US d'investissement d'ici 2030, surtout dans les secteurs de l'énergie (56 %), des transports (32 %) et des télécommunications (9 %). L'Indo-Pacifique constitue par ailleurs une source d'investissement aussi bien au niveau régional qu'au niveau international, grâce à un secteur manufacturier de plus en plus à haute valeur ajoutée. Ainsi, en 2018, la région était l'origine de près de 40 % des flux mondiaux sortants d'IDE dans le monde⁵. Les pays ou États aux économies développées, tels le Japon et la Corée du Sud, sont notamment des investisseurs internationaux de premier plan, les entreprises japonaises détenant par exemple près de 5 000 G\$ US de liquidités⁶.

1 diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/asie-oceanie/l-espace-indopacifique-une-priorite-pour-la-france

2 auswaertiges-amt.de/en/aussenpolitik/regionaleschwerpunkte/asien/german-government-policy-guidelines-indo-pacific/2380510

3 eeas.europa.eu/sites/default/files/join_2021_24_f1_communication_from_commission_to_inst_fr_v2_p1_1421169.pdf

4 Japon, Brunei, Vietnam, Singapour, Malaisie, Australie et Nouvelle-Zélande.

5 2019. Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). *Rapport sur l'investissement dans le monde 2019*. p. 12.

En ligne : unctad.org/fr/PublicationsLibrary/wir2019_overview_fr.pdf

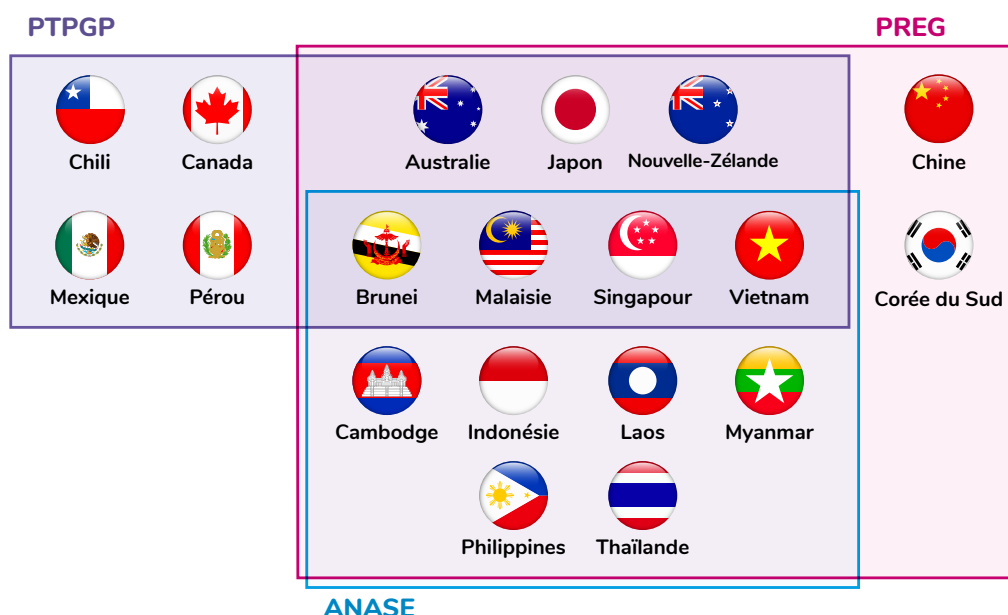
6 2019. Bloomberg. « Japan companies are sitting on record \$ 4.8 trillion in cash ».

En ligne : bloomberg.com/news/articles/2019-09-02/japan-s-companies-are-sitting-on-record-4-8-trillion-cash-pile

Au confluent des accords commerciaux mondiaux

La croissance de l'espace indo-pacifique s'explique entre autres par l'intégration de plus en plus poussée de la région au sein des chaînes de valeur mondiales, que cela soit par le biais de « nouvelles routes de la soie » ou par la conclusion d'accords commerciaux globaux, tel le PTPGP, mais aussi au moyen d'une plus grande incorporation régionale. Ainsi, la conclusion récente du Partenariat régional économique global (PREG) entre les pays de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ANASE), la Chine, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et la Corée du Sud, en fait le premier regroupement économique de la planète avec un PIB combiné de plus de 25 000 G\$ US, devant l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (ACEUM) et l'Union européenne (UE).

Principaux accords commerciaux en Indo-Pacifique



Un bassin important de talents à l'échelle mondiale

La croissance de l'Indo-Pacifique s'explique aussi par l'éducation de sa population. Malgré des disparités importantes, on constate des investissements massifs en éducation, particulièrement dans les programmes en sciences, en technologie, en ingénierie et en mathématique (STIM). L'Inde et la Chine produisent le plus grand nombre de diplômés de la planète au sein de cette filière (7,3 millions en 2016)⁷, un bassin hautement courtoisé par les recruteurs internationaux. Par ailleurs, la région est devenue un leader en recherche et développement (R-D), dont les dépenses en pourcentage de PIB s'établissent désormais au deuxième rang mondial, tandis que la Corée du Sud, Singapour et le Japon sont parmi les pays qui détiennent le plus grand nombre de chercheurs par million d'habitants au monde⁸.

En conclusion, les nations de l'Indo-Pacifique sont des partenaires incontournables dans le contexte actuel. Le Québec ne peut se soustraire à cette réalité et doit tirer avantage des occasions gigantesques qu'offre cette région, sans pour autant minimiser les défis qu'elle représente.

⁷ 2016. Forum Économique Mondial (FEM). [statista.com/chart/7913/the-countries-with-the-most-stem-graduates](https://www.statista.com/chart/7913/the-countries-with-the-most-stem-graduates) : 2,6 M pour l'Inde, et 4,7 M pour la Chine. Ce dernier chiffre est néanmoins contesté du fait de la définition élargie de la filière STIM par la Chine.

⁸ 2018. Banque mondiale. *Base de données*.

En ligne : data.worldbank.org/indicator/SP.POP.SCIE.RD.P6?locations=KR-SG-JP-1W

Les atouts du Québec en Indo-Pacifique

Un réseau de représentations agile, partagé entre puissances établies et émergentes

L'Asie n'est pas étrangère au Québec. Dès les années 1970, le potentiel que ce continent représentait au sein des relations internationales a été reconnu. En 1973, le Québec ouvre une représentation au Japon, maintenant devenue la Délégation générale du Québec à Tokyo. De même, après plus de 40 ans de relations institutionnelles avec la Chine, le réseau des représentations du Québec dans ce pays est aujourd'hui établi à Beijing, à Shanghai, à Qingdao et à Shenzhen et compte en plus un bureau dans la région administrative spéciale de Hong Kong. Son mandat vise à promouvoir l'émigration au Québec depuis les pays de l'Indo-Pacifique. Enfin, le Québec est présent en Corée du Sud depuis 1991.



Le Québec a su également reconnaître l'évolution de ce continent et sa transformation vers un espace indo-pacifique de plus en plus étendu et intégré au commerce mondial, notamment à travers l'émergence de l'Inde et des pays de l'ANASE, comme en témoigne l'ouverture de représentations à Mumbai en 2008, qui couvrent l'ensemble du territoire indien, ainsi qu'à Singapour en 2018, dont le mandat s'étend à la majorité des économies de l'ANASE.

La mise en application du principe de subsidiarité pour une plus grande efficacité

Le Québec reconnaît sa taille relative comparée aux géants économiques de la région. Il est aussi conscient de l'importance des liens interpersonnels et de la nécessité de créer des ponts sur les plans politique et culturel avant d'y aborder des occasions d'affaires.

Le Québec a ainsi progressivement mis en place plusieurs coopérations formalisées par des ententes internationales, en plus d'entretenir des coopérations informelles avec d'autres partenaires de l'espace indo-pacifique. Il compte ainsi sept coopérations multisectorielles avec des régions clés pour leur développement [Vietnam, Maharashtra (Inde), Shanghai (Chine), Shandong (Chine), Singapour, Kyoto (Japon) et Corée du Sud]. Des ententes sectorielles en matière de culture, d'éducation, de développement économique et de sécurité sociale ont également été conclues avec plusieurs pays de la région. Enfin, le tourisme est un levier efficace pour accroître la visibilité du Québec et développer ses relations gouvernementales. Le Québec compte d'ailleurs trois déclarations dans ce domaine (avec le Shandong, Shanghai et Beijing).

La mise en avant des accords de libre-échange, des institutions québécoises de renommée internationale et du réseau des représentations sur le plan global

La diplomatie économique québécoise s'appuie sur les bénéfices et les avantages des accords de libre-échange conclus entre le Canada et les diverses puissances asiatiques. À ce titre, le PTPGP est un outil privilégié permettant de faciliter les échanges avec l'Asie du Sud-Est, l'Océanie et le Japon, à partir desquels les entreprises québécoises peuvent désormais atteindre les membres signataires du PREG. Le PTPGP est par ailleurs complété par l'Accord de libre-échange Canada-Corée (ALECC), et pourra éventuellement l'être par un accord de libre-échange entre le Canada et les pays de l'ANASE, et plus spécifiquement avec l'Indonésie, lequel fait actuellement l'objet de négociations.

Le Québec tire avantage de la reconnaissance apportée par certaines institutions québécoises présentes en Indo-Pacifique. Il en va ainsi de la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ), qui depuis 2014 a augmenté ses investissements auprès des économies émergentes de la région et ouvert des bureaux d'affaires à Delhi (Inde), à Shanghai (Chine), à Sydney (Australie) et à Singapour, sa « porte d'entrée vers l'Asie ».

Enfin, compte tenu de l'interconnectivité des économies de l'Indo-Pacifique sur le plan mondial, le Québec peut bénéficier de certaines triangulations transpacifiques, en mettant à profit ses représentations sur la côte ouest des États-Unis et en Amérique latine, pour maximiser sa visibilité auprès d'acteurs asiatiques présents sur ces territoires.

Les défis structurels du Québec en Indo-Pacifique

Un manque de reconnaissance réciproque

Le Québec n'est que peu connu au sein des pays de l'Indo-Pacifique, où le Canada, en tant qu'entité fédérale, tient le haut du pavé. Le Québec est en compétition sur ce vaste territoire avec d'autres provinces canadiennes, qui peuvent compter sur les relais que constitue une large diaspora, moins présente au Québec. Bien que l'espace indo-pacifique soit de plus en plus étudié et de plus en plus présent au sein des médias et de la société québécoise, un véritable manque de connaissances à son égard demeure, et les différences culturelles et linguistiques sont bien réelles. Cela influe sur la perception de la région au Québec, qui est souvent considérée comme trop « compliquée ». Pour autant, les outils que constituent le PTPGP et l'ALECC en font un marché qui n'est pas moins accessible qu'un autre.

Moduler l'interaction entre diplomatie d'influence et diplomatie économique

Les marchés de l'Indo-Pacifique exigent une forte préparation. Les pratiques d'affaires et les systèmes réglementaires diffèrent selon les pays, pouvant même varier au niveau régional, à l'instar du Québec au sein du Canada. Les représentations du Québec en Indo-Pacifique ont un rôle clé à jouer à cet égard. Il faut reconnaître qu'au sein de la région, l'État demeure un acteur important de la vie économique nationale. À ce titre, et contrairement à d'autres territoires, la diplomatie d'influence n'est pas simplement un préalable à la mise en œuvre d'une diplomatie économique, mais bien son nécessaire corollaire, et elle justifie une présence continue et durable sur le terrain afin de créer des liens sur les plans politique, administratif et industriel.

La persistance de certains angles morts

Enfin, malgré l'expansion du réseau du Québec en Indo-Pacifique au cours des dernières années, le nombre de nos effectifs travaillant sur cette région, tant au Québec que dans nos représentations, n'a pu suivre la croissance exponentielle de ses territoires et des opportunités attenantes. Par ailleurs, si le Québec n'a pas vocation à être présent partout au sein de ce vaste espace, certaines régions clés sont encore non desservies par une représentation québécoise, tels le Vietnam et l'Australie.

Le Vietnam est en effet l'une des économies les plus dynamiques de l'Indo-Pacifique, se positionnant comme un nouveau carrefour pour les chaînes de valeur mondiales, et un chef de file potentiel dans certains secteurs de pointe, dont la filière des énergies renouvelables : nos exportations totales de marchandises, tous produits confondus, y connaissent une forte croissance (plus de 440 % sur les 10 dernières années), aidée par l'émergence d'une classe moyenne importante (le PIB par habitant a ainsi crû de 160 % entre 2010 et 2020) et les facilités qu'a apportées l'adoption du PTPGP. Le Vietnam est par ailleurs la tête de pont de la Francophonie en Asie qui, avec le Laos, le Cambodge et la Thaïlande, font de la péninsule indochinoise un bassin de près de 1,9 million de locuteurs francophones⁹. Le Québec peut enfin s'appuyer sur une relation continue et amicale avec ce pays depuis les années 1970, qui s'est traduite par plusieurs ententes.

Quant à l'Australie (500 M\$ d'exportations en 2020), elle forme, avec la Nouvelle-Zélande, une base culturellement proche du Québec à partir de laquelle aborder le marché indo-pacifique. Ce pays recèle également un fort potentiel en matière d'attraction des investissements, notamment dans le secteur minier.

9 2018. Beck, Baptiste *et al.* *Estimation des populations francophones dans le monde en 2018*. Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone. En ligne : odsef.fss.ulaval.ca/sites/odsef.fss.ulaval.ca/files/odsef-lfdm-2018.pdf

Renforcer et renouveler l'action du Québec en Indo-Pacifique : secteurs prioritaires et actions à entreprendre

Axe d'intervention 1 : Commerce extérieur et investissements

Les intérêts du Québec en Indo-Pacifique sont d'abord économiques. Cette région est névralgique pour l'atteinte des objectifs gouvernementaux en matière de commerce extérieur et d'attraction des investissements. En effet, la diversification des marchés pour les exportations internationales du Québec — qui sont encore fortement concentrées vers les États-Unis — passe notamment par la création d'une relation commerciale plus solide et plus soutenue avec les partenaires asiatiques de longue date, tels le Japon, la Chine et la Corée du Sud, mais également par le développement de relations avec des pays aux économies émergentes, dont l'Inde, l'Indonésie et le Vietnam, ou encore peu explorées par les entreprises québécoises, comme l'Australie et Singapour.

L'importance de l'Indo-Pacifique comme source mondiale d'IDE nous incite également à considérer la région comme un partenaire économique incontournable. Au cours des cinq dernières années (2016-2020), le Québec a attiré 2,1 G\$ en investissements directs étrangers provenant de cette région, ce qui représente près de 9 % de la valeur des IDE attirés au Québec durant cette période.

Jusqu'à maintenant, l'économie du Québec a bénéficié de la croissance des économies des pays de la région. Les exportations de marchandises vers l'Indo-Pacifique ont totalisé 10,4 G\$ en 2020, ce qui représente près de 12 % de la valeur totale des exportations internationales de biens du Québec. Entre 2011 et 2020, la valeur de nos exportations de biens y a crû de 73,9 %, alors que la valeur des exportations québécoises totales de biens a augmenté de 35,32 %. L'Indo-Pacifique est aussi la deuxième destination sur le plan des exportations bioalimentaires du Québec après les États-Unis.

Le bouleversement des chaînes de valeur mondiales causé par la pandémie de COVID-19 et l'incertitude créée par les tensions diplomatiques Canada-Chine ont démontré l'importance pour les entreprises québécoises de diversifier leurs marchés d'exportation afin d'être plus résilientes face aux perturbations.

Le FMI estime que la Chine, l'Inde et le Japon devraient connaître des croissances respectives de 8,0 %, de 9,5 % et de 2,4 % en 2021¹⁰, ces trois pays demeurant les locomotives du corridor indo-pacifique.

Les technologies, le transport terrestre, notamment en lien avec son électrification, l'aérospatiale, le bioalimentaire, la métallurgie, les mines et foreries, la construction et les infrastructures, l'énergie et l'environnement, le commerce de détail et les industries créatives sont des secteurs particulièrement porteurs pour le Québec dans cette région. De plus, une attention particulière sera accordée au tourisme, notamment l'agrotourisme et le tourisme gourmand, qui sont d'importants vecteurs de développement économique et des éléments attrayants dans le déploiement d'une stratégie de positionnement.

Les secteurs prioritaires



Orientation 1 : Soutenir les entreprises exportatrices et stimuler l'attraction d'investissements directs étrangers

Le gouvernement du Québec reconnaît que les marchés asiatiques requièrent davantage de temps, d'investissements et de suivis sur le terrain avant que les entreprises puissent y connaître du succès. Pour accroître les exportations québécoises dans cette région, le ministère de l'Économie et de l'Innovation (MEI), Investissement Québec International (IQI), le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ), le ministère de la Culture et des Communications (MCC), le ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF) et son réseau de représentations du Québec en Asie travaillent en collaboration afin de préparer les entreprises exportatrices à la complexité de ces marchés, tout en leur exposant le grand potentiel des différents secteurs et en les accompagnant dans leurs démarches d'affaires.

L'information stratégique sur les occasions d'affaires est primordiale pour que le Québec puisse prendre des décisions éclairées et qu'il cible ses priorités. Ces connaissances lui permettront de mieux orienter, conseiller et accompagner les entreprises québécoises sur des marchés asiatiques à fort potentiel. Elles aideront le réseau du Québec à l'étranger à se positionner comme un dépisteur de nouvelles opportunités d'investissements.

Préparer les entreprises en amont de leurs démarches dans la région indo-pacifique

- Accroître les activités de formation et de promotion, par le biais notamment de webinaires et de séminaires sectoriels portant sur les occasions d'affaires, les mesures à prendre pour la protection de la propriété intellectuelle, les programmes de financement destinés aux entreprises québécoises, les particularités culturelles et les caractéristiques liées à l'environnement d'affaires selon les pays visés.
- Maximiser les retombées du PTPGP et celles de l'ALECC par un accompagnement personnalisé des entreprises afin d'analyser les stratégies d'affaires à adopter selon les traitements tarifaires et non tarifaires applicables à leurs secteurs d'activité.

10 2021. Fonds monétaire international (FMI). *World Economic Outlook Database: October 2021*.
En ligne : imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2021/10/12/world-economic-outlook-october-2021

Lancer des cohortes d'entrepreneurs dans des secteurs de force

- Favoriser le développement d'entreprises à fort potentiel par le lancement de deux nouvelles cohortes de croissance accélérée des affaires en Indo-Pacifique. Ce service, sous la responsabilité de IQI, inclura des formations sur l'environnement d'affaires, des activités de mentorat et un programme de rencontres avec des clients et partenaires potentiels.

Renforcer l'intelligence d'affaires à l'égard des marchés d'Indo-Pacifique

- Mettre sur pied des comités sectoriels regroupant des intervenants du réseau et des ministères engagés dans la relation avec cette région afin d'assurer la mise en commun de l'expertise et d'une veille économique efficace, de cibler les occasions d'affaires et de mettre en place des projets porteurs. De plus, dans le cadre de l'action 10 du PARE, soit la mise en place d'un groupe stratégique pour la promotion des intérêts commerciaux du Québec, un sous-groupe sur les relations commerciales avec l'Asie a été créé.
- Réaliser des études de marché afin de maintenir à jour et d'accroître les connaissances fines de secteurs donnés sur certains marchés spécifiques tant pour une diversification des exportations que pour l'attraction des investissements étrangers.
- Travailler en étroite collaboration avec le réseau des délégués commerciaux du Canada sur les territoires visés afin de colliger, dans certains domaines, l'information stratégique destinée aux entreprises québécoises.
- Effectuer une veille des pratiques innovantes en matière de tourisme afin de déceler des fenêtres d'opportunités pouvant mener à des échanges de connaissances ou à des partenariats d'affaires et ainsi stimuler l'innovation au sein des entreprises touristiques québécoises.

Consolider et accroître le réseau de représentations du Québec dans la région indo-pacifique

- Afin d'atteindre les objectifs économiques du Québec, de renforcer la capacité d'action du réseau des représentations du Québec en Indo-Pacifique dans des marchés d'ancrage, tels le Japon ou la Corée du Sud, et de diversifier les marchés où le Québec est peu ou pas encore présent, telles l'Asie du Sud-Est (Singapour, le Vietnam et l'Indonésie), l'Inde et l'Australie, ajouter des ressources économiques recrutées localement et considérer l'octroi de contrats de service. Une augmentation du soutien financier aux représentations permettra de réaliser un nombre plus élevé d'activités structurantes et d'appuyer de nouvelles initiatives.
- Diversifier les actions du Bureau du Québec à Hong Kong, pour le moment exclusivement liées à l'immigration et au recrutement de travailleurs étrangers, afin de mener des activités de diplomatie économique et de soutien aux exportations, particulièrement dans le contexte du développement de la région de la Grande Baie (Guangdong-Hong Kong-Macao).
- Incorporer un volet consacré aux enjeux politiques et économiques de l'Asie au cursus de l'Institut de la diplomatie, lancé par le MRIF à l'automne 2020, et qui a pour objectif d'appuyer la modernisation de la diplomatie québécoise. L'apprentissage des langues y est valorisé, et des cours de mandarin, de japonais, de coréen, d'hindi et d'indonésien sont offerts.

Orientation 2 : Positionner le Québec par sa diplomatie économique

L'appui gouvernemental dans la conduite des affaires en Indo-Pacifique est primordial pour gagner et maintenir la confiance des partenaires. Le Québec doit donc renforcer à court et moyen terme son positionnement en consolidant et en développant ses réseaux d'influence dans les sphères politiques, administratives et économiques des marchés prioritaires du territoire.

Accroître la notoriété du Québec et assurer sa participation à haut niveau en Indo-Pacifique

- Mener un minimum de deux missions ministérielles du Québec par année en Indo-Pacifique afin d'assurer une visibilité accrue lors des principales activités et rencontres économiques; appuyer les entreprises et les institutions québécoises dans leurs démarches; établir des partenariats et accroître le niveau de connaissance mutuel.
- Promouvoir les secteurs clés sur les territoires prioritaires par le biais de campagnes promotionnelles et d'une présence plus active sur les réseaux sociaux en utilisant les outils de la stratégie de marque pour assurer la visibilité du Québec à l'international.

Renforcer les liens du Québec avec les donneurs d'ordres, les grandes sociétés et les fonds d'investissement de la région indo-pacifique

- Établir et accentuer les liens avec les importants donneurs d'ordres de la région afin de faciliter l'accès des entreprises québécoises aux chaînes d'approvisionnement mondiales et aux grands projets d'infrastructures, notamment dans le cadre des plans de relance post-pandémie. Ainsi, les informations sur les projets et annonces des donneurs d'ordres que sont les grandes entreprises des secteurs industriels clés, la BAD et la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), seront relayées aux acteurs économiques pertinents au Québec.
- De concert avec les ministères concernés, faire valoir, en collaboration avec IQI, Montréal International et Québec International, les atouts du Québec et son positionnement stratégique comme porte d'entrée en Amérique du Nord, ainsi que son statut de membre de l'ACEUM, de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) et du PTPGP, afin d'attirer davantage d'IDE au Québec dans des secteurs clés tels que les minéraux critiques et stratégiques, l'hydrogène vert et les bioénergies, l'électrification des transports et les industries créatives.

Orientation 3 : Mettre en œuvre une approche transpacifique

L'internationalisation des économies asiatiques au cours des deux dernières décennies s'avère une occasion pour le Québec de développer ses liens d'affaires dans la région indo-pacifique. En effet, la globalisation grandissante des chaînes de valeur a vu se multiplier les implantations de filiales d'entreprises asiatiques, plus particulièrement aux États-Unis dans la région de la Silicon Valley. Ainsi, aux 1 035 entreprises japonaises installées dans la « Bay Area » se sont ajoutées les filiales des grands groupes coréens, mais aussi singapouriens. Ces entreprises établissent régulièrement leurs centres de décisions nord-américains en Californie, d'où ils opèrent leur croissance et leurs investissements pour le continent à partir de cette première base d'affaires. Par ailleurs, compte tenu de la distance tant physique que culturelle, il n'est pas inhabituel pour ces groupes de déléguer une vaste majorité du pouvoir structurant régional à leurs contreparties nord-américaines, tout en conservant un droit de veto et un droit d'investissement à partir de leur territoire d'origine. En parallèle, de nombreuses entreprises américaines sont actives sur le territoire indo-pacifique et peuvent s'avérer des partenaires potentiels pour les entreprises québécoises voulant percer ces marchés.

Tirer profit de la présence de grands groupes asiatiques dans la Silicon Valley

- Favoriser une action transpacifique accrue via une approche de triangulation, en renforçant par ce projet pilote la présence du Québec au sein de la zone stratégique de la Silicon Valley, et en y instaurant une diplomatie économique axée vers l'Indo-Pacifique priorisant Singapour, le Japon et la Corée du Sud. À cet effet, le Québec renforcera l'équipe du Bureau de Singapour, qui est une des premières plateformes financières, logistiques et commerciales pour l'Asie et l'Océanie. Des territoires nord-américains et asiatiques pourraient être ajoutés à la démarche dans une deuxième phase du projet.
- Établir des contacts réguliers auprès des filiales des entreprises asiatiques afin de faire valoir l'attractivité du Québec pour leurs investissements en Amérique du Nord, accompagner en sol américain les premières approches commerciales des entreprises québécoises intéressées par le marché indo-pacifique et effectuer une veille quant aux investissements des groupes asiatiques sur le territoire nord-américain.

L'approche transpacifique



Axe d'intervention 2 : Recherche, innovation et formation

Le gouvernement du Québec a élaboré des initiatives visant une participation accrue des chercheurs québécois, tant universitaires qu'industriels, au sein des réseaux mondiaux de recherche. Pour sa part, la Stratégie québécoise en recherche et innovation (SQRI) soutient la relève, la mobilité des chercheurs, les collaborations de recherches internationales et le développement de nouveaux marchés pour les entreprises innovantes. En Indo-Pacifique, le Québec compte des partenariats déjà bien établis, notamment par le biais des ententes de coopérations multisectorielles. L'Accord en science et technologie entre le Canada et la République de Corée est aussi un levier important à maximiser.

Le Québec peut ainsi bénéficier de partenariats avec des chefs de file planétaires en matière de recherche et développement. En effet, alors que la République de Corée et le Japon y consacrent respectivement 4,81 % et 3,26 % de leur PIB (2018), Singapour abrite l'un des plus grands nombres de chercheurs par million d'habitants¹¹, tandis que selon l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle, la Chine a dépassé les États-Unis en ce qui concerne les demandes internationales de brevets¹². Finalement, l'Inde est aujourd'hui reconnue comme l'un des 10 leaders mondiaux dans le secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) et constitue le troisième producteur pharmaceutique mondial.

11 2018. Banque mondiale. *Base de données*.

En ligne : data.worldbank.org/indicator/GB.XPD.RSDV.GD.ZS?locations=JP-KR et data.worldbank.org/indicator/SP.POP.SCIE.RD.P6?locations=SG

12 2019. OMPI. « La Chine devient le principal déposant de demandes internationales de brevet en 2019, dans un contexte de forte croissance des services de propriété intellectuelle, des adhésions aux traités et des recettes de l'OMPI. »

En ligne : wipo.int/pressroom/fr/articles/2020/article_0005.html

Il importe donc d'intensifier les efforts du Québec auprès des partenaires de la région de l'Indo-Pacifique afin de bénéficier de ces expertises et d'appuyer les acteurs québécois dans leurs activités de développement. Un accompagnement soutenu auprès des clientèles québécoises en vue de les sensibiliser aux enjeux liés à la protection de la propriété intellectuelle, ou la mise en œuvre de partenariats dans des secteurs jugés sensibles, seront effectués en concertation avec les directives énoncées par le gouvernement du Canada. Le Québec travaillera avec les parties concernées pour s'assurer que cet accompagnement se fera en tenant compte des questions relatives à la sécurité nationale. La réflexion entourant l'attraction et la rétention des meilleurs chercheurs et talents au Québec, via la promotion des occasions de carrières stimulantes en recherche universitaire ou en entreprise, sera également encouragée. À cet égard, la Corée du Sud et l'Australie offrent des modèles intéressants desquels le Québec pourrait s'inspirer.

Orientation 4 : Promouvoir l'excellence québécoise

Le gouvernement du Québec, via ses ministères, les Fonds de recherche du Québec, les établissements d'enseignement supérieur et les organismes, assurera la promotion de l'excellence québécoise en recherche et en innovation auprès des chefs de file asiatiques. Une attention particulière sera accordée aux domaines prioritaires, notamment l'intelligence artificielle, les sciences de la vie, l'aéronautique, l'électrification des transports, les matériaux avancés et la lutte contre les changements climatiques. La stratégie sera adaptée selon les pays visés.

Les chercheurs québécois ont fait paraître, de 2013 à 2017, plus de 7 000 publications scientifiques avec des chercheurs asiatiques¹³. Ainsi, avec l'objectif de se doter d'une expertise propre sur cette région, à même d'éclairer les acteurs institutionnels et économiques sur les occasions et les enjeux qu'elle représente, le gouvernement du Québec entend continuer à soutenir les regroupements de recherche universitaire qui se consacrent principalement aux études asiatiques.

Positionner le Québec au sein des réseaux et des grands acteurs de la recherche en Indo-Pacifique

- Mobiliser notre diplomatie d'influence et notre diplomatie scientifique en réalisant des rencontres de haut niveau qui mettent en valeur l'expertise québécoise auprès des décideurs asiatiques.
- Promouvoir la recherche par des actions ciblées : appui à la participation de chercheurs, d'experts, d'entreprises et de centres de recherche québécois aux événements majeurs de l'innovation en Indo-Pacifique; organisation d'activités de maillage; réalisation d'activités de promotion via les réseaux sociaux; accueil de chercheurs des pays asiatiques au Québec.
- Soutenir les institutions québécoises dans leurs démarches de développement et de planification stratégique en matière d'internationalisation de la recherche et de l'innovation, en offrant des conseils personnalisés selon les pays et secteurs visés.

Accompagner les jeunes pousses dans leurs démarches sur les marchés de cette région

- Offrir un service d'accompagnement-conseil aux jeunes pousses dans leurs démarches d'affaires afin de concrétiser la création de partenariats internationaux avec des entreprises, des centres de recherches ou des donneurs d'ordres, et ainsi s'intégrer dans les grands réseaux mondiaux de l'innovation.

Étendre le programme de scientifiques en résidence à l'Asie

- Créer un poste de scientifique en résidence dans chacune de nos représentations de Tokyo et de Séoul. Leur rôle sera de renforcer les liens entre les chercheurs et de soutenir le développement de partenariats, par la promotion de l'expertise scientifique du Québec et le développement d'un réseau de contacts privilégiés dans la région.

13 2020. Université du Québec, Direction de la recherche institutionnelle.

Créer une chaire sur les études asiatiques au Québec

- Appuyer la création d'une chaire sur les études asiatiques au Québec afin de favoriser le développement de l'expertise québécoise sur la région indo-pacifique, élargir les principaux axes de recherche et de territoires couverts et contribuer à la diplomatie d'influence du Québec auprès des pays et établissements d'enseignement asiatiques.

Développer une intelligence d'affaires en éducation et en enseignement supérieur

- Réaliser des études de marché sur les pays d'intérêt en Indo-Pacifique afin de trouver ceux ayant le plus fort potentiel. Ces études permettront d'alimenter le ministère de l'Enseignement supérieur (MES) et le ministère de l'Éducation (MEQ) afin de bonifier leur réflexion et, le cas échéant, de cibler les priorités d'actions.
- Effectuer une recension des actions déjà déployées afin d'étoffer ces études. Une priorité sera accordée aux bassins francophiles et francophones.
- Renforcer, en collaboration avec le MEQ et le MES, le rôle des relayeurs de la culture québécoise dans la région indo-pacifique, dont les départements de français, les centres et associations d'études québécoises, les représentations régionales et locales de l'Agence universitaire de la Francophonie (AUF), les associations et organisations partenaires de l'Association internationale des études québécoises (AIEQ), les Alliances françaises et les regroupements d'anciens diplômés du Québec.

Promouvoir les programmes de formation professionnelle et technique

- Mettre l'accent, en étroite collaboration avec le MEQ et le MES, sur la formation professionnelle et technique, tant dans les études de marché que dans les stratégies de promotion et de recrutement.

Axe d'intervention 3 : Économie verte et développement durable

Le Québec a amorcé en 2006 une transition favorisant à la fois la prospérité économique, la protection de l'environnement et le progrès social. Il s'est doté d'outils structurants comme le Plan pour une économie verte 2030 (PEV 2030), qui s'appuie sur d'autres politiques et plans d'action complémentaires tels que la Politique énergétique 2030; la Politique de mobilité durable; la Stratégie québécoise de développement de la filière batterie; le Plan québécois pour la valorisation des minéraux critiques et stratégiques; la Stratégie québécoise sur l'hydrogène vert et les bioénergies 2021-2030; et le Plan directeur en transition, innovation et efficacité énergétiques du Québec. En cohérence avec le Plan d'action pour un tourisme responsable et durable 2020-2025, le Québec souhaite aussi se positionner comme un modèle de tourisme responsable et durable à l'international. Le plus récent rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) d'août 2021 vient d'ailleurs appuyer ce positionnement du Québec en réitérant l'urgence d'agir non seulement pour réduire nos émissions de gaz à effet de serre (GES), mais également pour nous adapter aux changements climatiques.

Plusieurs pays d'Indo-Pacifique ont emboîté le pas vers la carboneutralité. C'est notamment le cas du Japon, de la Corée du Sud et de la Nouvelle-Zélande, qui se sont tous fixé l'objectif d'atteindre la neutralité carbone en 2050. La Chine, pour sa part, souhaite atteindre la carboneutralité en 2060. On estime que d'ici 2030, le marché asiatique pour l'accès à l'électricité représentera 991,5 G\$ US et celui pour l'accès aux infrastructures de transport 2 679,6 G\$ US¹⁴. De plus, le Japon, la Chine et la Corée du Sud représentent 90 % de la production mondiale des batteries au lithium. Le Québec a su mettre de l'avant, auprès des pays de l'Indo-Pacifique, son expertise en développement durable, notamment par son soutien à des projets de coopération en la matière et sa coopération technique sur les marchés du carbone avec la Nouvelle-Zélande et la Chine. Le Québec souhaite maintenant accroître ses partenariats, intensifier la promotion de son savoir-faire et attirer des investissements étrangers, notamment dans la filière des batteries.

14 2020. Standard Chartered. *Opportunity 2030, the Standard Chartered SDG Investment Map*.
En ligne : [av.sc.com/corp-en/content/docs/Standard-Chartered-Opportunity-2030.pdf](https://www.sc.com/corp-en/content/docs/Standard-Chartered-Opportunity-2030.pdf)

Outre les aspects économiques et environnementaux, le concept de développement durable reconnaît que la pérennité d'une société est fortement dépendante de son équilibre social et de sa capacité à combler les besoins essentiels de ses citoyens (alimentation, logement, santé, éducation, droits de la personne, etc.). Cette quête d'équité sociale fera partie des échanges entre le Québec et ses partenaires de la région indo-pacifique. Ce volet est d'autant plus important que la crise découlant de COVID-19 a exacerbé les inégalités persistantes à travers le monde.

Orientation 5 : Accentuer l'engagement du Québec en matière d'économie verte

Le Québec continuera de mettre de l'avant son expertise et ses meilleures pratiques pour lutter contre les changements climatiques, non seulement par sa tarification carbone, mais également par le biais de ses initiatives pour le développement des filières vertes; le déploiement des véhicules électriques incluant la mise en place d'une chaîne de valeur complète de la filière des batteries; la croissance des énergies propres et renouvelables; la protection de la biodiversité; la gestion durable des régions arctiques et nordiques; et la transition vers un tourisme écoresponsable. Membre actif de plusieurs forums et regroupements internationaux, le Québec agit également comme leader dans la reconnaissance du rôle des gouvernements infranationaux dans la réduction des GES et le maintien de la biodiversité. Le Québec accueille aussi plusieurs organisations internationales en développement durable, dont Future Earth et l'Institut de la Francophonie pour le développement durable (IFDD).

Promouvoir l'offre et le savoir-faire du Québec en matière d'économie verte et de tourisme responsable auprès des acteurs de la région indo-pacifique

- Participer aux principaux événements et forums internationaux liés au développement durable, auxquels participent également les pays de l'Indo-Pacifique, et y promouvoir les grands projets du Québec en matière d'électrification des transports et de lutte contre les changements climatiques. Le World Sustainable Development Summit en Inde en est un bon exemple.
- Réaliser des rencontres ciblées pour faire connaître l'offre du Québec en matière de technologies propres, d'énergies renouvelables et d'électrification des transports et y positionner les grappes industrielles, centres de recherche et entreprises du domaine, afin de consolider ou d'ouvrir de nouveaux marchés et d'attirer des investissements.
- Instaurer des échanges d'expertise avec les gouvernements et les associations et entreprises touristiques d'Indo-Pacifique sur les enjeux entourant la transition vers un tourisme responsable et durable. Soutenir la transition vers une économie circulaire et un renforcement de la responsabilité sociale des entreprises touristiques; repenser les déplacements touristiques et favoriser les modes de transport durables; développer le tourisme de nature et d'aventure dans une approche d'écotourisme; et promouvoir un tourisme bénéfique pour les individus et respectueux des collectivités sont quelques-unes des priorités du Plan d'action pour un tourisme responsable et durable 2020-2025.

Orientation 6 : Favoriser le partage d'expertise sur la dimension sociale du développement durable

Les avancées en matière de primauté du droit, de droits et libertés de la personne et de démocratie sont indispensables à l'édification d'un monde plus durable, juste et sécuritaire. Ces valeurs universelles sont aussi les valeurs fondamentales qui guident l'action du Québec sur la scène internationale. Dans ses relations avec les pays de l'Indo-Pacifique, le Québec entend démontrer son engagement à l'égard de ces principes et poursuivre ses représentations afin de favoriser la protection et la promotion des droits de la personne, particulièrement en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, de droits des personnes LGBTQ et de droits des enfants, notamment pour interdire le travail forcé, ainsi que l'amélioration des conditions de vie propices à un vieillissement réussi des populations. À cet égard, il adaptera son approche en fonction des priorités et des forces de ses partenaires de la région.

Plusieurs sociétés de la région indo-pacifique ont développé des expertises qui peuvent être bénéfiques pour le Québec. C'est le cas de la Nouvelle-Zélande et de l'Australie, qui ont mis en place des mesures concrètes pour favoriser la place des femmes sur le marché du travail et dans les lieux de pouvoir. C'est également le cas du Japon, pays au sommet des sociétés les plus âgées au monde, qui a développé un savoir-faire quant aux conditions de vie favorisant le vieillissement réussi de sa population. La Chine et la Corée du Sud ont aussi déjà partagé cette préoccupation avec le Québec.

Frappant tous les groupes de la population, certains étant plus touchés que d'autres, la pandémie de COVID-19 a fait ressortir l'importance d'un développement économique inclusif. Avec l'objectif de voir émerger des avancées sur ces questions, le Québec veillera à développer des liens mutuellement bénéfiques avec ses partenaires de la région indo-pacifique.

Faire rayonner l'engagement du Québec en matière de promotion et de protection des droits de la personne auprès de ses partenaires de la région indo-pacifique

- Promouvoir le respect des droits de la personne, notamment dans le cadre des entretiens politiques, des programmes de coopération bilatérale, des échanges d'expertise, ainsi que lors de nos participations à des forums d'intérêt sur des enjeux tels que :
 - l'égalité entre les femmes et les hommes;
 - la lutte contre le racisme et la discrimination raciale;
 - le vieillissement de la population;
 - la reprise économique équitable.

Axe d'intervention 4 : Attraction de talents et de la main-d'œuvre

La mobilité de la main-d'œuvre est un aspect important de l'économie mondialisée. Dans le contexte du vieillissement de la population et de la mutation du marché du travail en matière de main-d'œuvre, le Québec se doit d'attirer des travailleurs répondant aux besoins des entreprises et de la société québécoise. Avec l'objectif de dynamiser l'entrepreneuriat québécois¹⁵, l'attraction de gens d'affaires est aussi souhaitée. La concurrence est toutefois forte dans ce domaine, et l'Indo-Pacifique attire l'attention. On y trouve les pays de provenance des migrants parmi les plus importants au monde (Chine, Inde, Philippines, Corée du Sud et Vietnam)¹⁶, ainsi qu'une forte proportion de migrants détenant un niveau d'éducation élevé. Cet état de fait, combiné à l'importance numérique de ces populations, fait de cette région un des principaux bassins de talents à l'échelle mondiale. Notons aussi que le nombre de francophones dans la région indo-pacifique (incluant les territoires outre-mer français) s'élève à plus de 2,5 millions¹⁷. De plus, selon le recensement de 2016, l'Asie est le continent de naissance de plus du quart de la population immigrée au Québec ainsi que le continent d'où proviennent plus de 20 % de ses travailleurs étrangers temporaires.

15 « Ainsi, après plusieurs expériences, il a été reconnu qu'un écosystème de développement d'un secteur ou même d'une région comporte : [...] des institutions capables d'accueillir et d'intégrer des immigrants qui viennent s'ajouter à la communauté étudiante, à la main-d'œuvre active et aux entrepreneurs locaux » : 2020. Rousseau, Henri-Paul. *COVID-19 – Idées de politiques économiques de gestion et de sortie de crise pour le Québec et le Canada*. CIRANO, Rapport Bourgogne 2020RB-01. p. 14.

16 2020. Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) et al. *Innovative Approaches for the Management of Labor Migration in Asia*.

En ligne : oecd-ilibrary.org/deliver/be84707b-en.pdf?itemId=%2Fcontent%2Fpublication%2Fbe84707b-en&mimeType=pdf

17 2018. Beck, Baptiste et al. *Estimation des populations francophones dans le monde en 2018*. Observatoire démographique et statistique de l'espace francophone.

Orientation 7 : Attirer des talents et de la main-d'œuvre au Québec

Plusieurs pays d'Asie accueillent favorablement les actions du Québec en matière de mobilité de la main-d'œuvre, car elles répondent à leurs objectifs de fournir du travail à leurs populations. Dès lors, la signature d'ententes ou d'engagements avec les gouvernements des territoires visés est stratégique et facilite le recrutement et les procédures d'émigration. Ces avenues permettent au Québec de renforcer sa diplomatie d'influence et sa diplomatie économique dans la région.

Les ententes de sécurité sociale sont des instruments bilatéraux qui peuvent favoriser cette mobilité. Elles garantissent notamment à une personne résidant sur un autre territoire le droit aux prestations de sécurité sociale auxquelles elle serait admissible dans son pays d'origine. Les ententes d'échange de permis de conduire sont d'autres outils qui facilitent l'intégration des nouveaux arrivants. De plus, le Québec a conclu plus de 30 ententes avec des partenaires en Asie, principalement avec les Alliances françaises, afin de favoriser la francisation des candidats à l'immigration à partir de leur pays d'origine.

Mettre en place des outils facilitant l'attraction et l'accompagnement de talents

- Explorer les possibilités de conclure de nouvelles ententes ou de nouveaux engagements avec les gouvernements de l'Indo-Pacifique afin de faciliter le recrutement et les procédures d'émigration.
- Accroître le nombre d'ententes en matière de sécurité sociale et d'échange de permis de conduire entre le Québec et les pays de la région indo-pacifique.
- Accroître le nombre de partenariats en francisation dans la région indo-pacifique et mettre en place une approche ciblée de francisation auprès des travailleurs recrutés.

Organiser des activités de prospection et de recrutement dans la région indo-pacifique

- De concert avec les partenaires locaux de l'emploi, organiser des activités de prospection afin de déterminer les bassins de candidats potentiels par secteur d'activité et établir des partenariats avec des acteurs clés, tout en s'assurant de l'ouverture des gouvernements à la mobilité de leurs travailleurs. Une attention particulière sera accordée aux bassins francophiles et francophones.
- Mettre en place des « Journées Québec », un modèle éprouvé sur d'autres territoires. Ces activités, en mode présentiel ou virtuel, permettent aux entreprises de pourvoir des postes non pourvus localement.

Axe d'intervention 5 : Culture

Les entreprises culturelles et les artistes québécois contribuent au rayonnement du Québec sur la scène internationale. La culture, souvent le premier contact entre deux sociétés, peut servir de prélude à une relation dans d'autres secteurs d'exportation. Depuis plusieurs années, les entreprises et artistes québécois sont présents en Indo-Pacifique. C'est le cas en Chine et au Japon, mais aussi en Inde et en Corée du Sud. Les secteurs qui connaissent du succès sont variés et comprennent notamment le théâtre jeunesse, le cinéma, les arts numériques et le cirque. Les entreprises et organismes culturels du Québec rencontrent toutefois des défis de taille sur ce territoire, comme la barrière de la langue et de la culture, l'éloignement géographique, le coût élevé du transport et une connaissance souvent limitée de ces marchés.

Orientation 8 : Renforcer le rayonnement et la découvrabilité de la culture québécoise

Voulant stimuler l'exportation, le rayonnement et la découvrabilité des productions culturelles, en particulier sur les plateformes en ligne, le ministère de la Culture et des Communications (MCC) et le MRIF, en collaboration avec le Conseil des arts et des lettres du Québec (CALQ) et la Société de développement des entreprises culturelles (SODEC), souhaitent mettre davantage de l'avant la région indo-pacifique et adopter une approche proactive afin d'y encourager les déplacements. Les projets de coopération en culture avec la Chine, la Corée du Sud, le Vietnam, le Japon, l'Inde et Singapour ainsi que l'accueil de programmeurs asiatiques continueront d'être appuyés.

Des efforts seront déployés pour rendre la culture québécoise accessible aux francophones et aux francophiles de la région indo-pacifique. Le Québec compte miser sur ses liens étroits avec l'OIF, plus particulièrement les opérateurs comme TV5 Monde et l'AUF, pour accroître la visibilité de ses contenus culturels et éducatifs sur le territoire.

Vecteurs d'innovation, les artistes émergents se verront accorder une attention particulière. En misant sur l'expertise de LOJIQ – Les Offices jeunesse internationaux du Québec, le Québec mettra l'accent sur l'inclusion de la relève artistique dans ses missions économiques et le développement de partenariats, notamment dans le secteur des productions jeune public. L'accroissement de la présence et de la découvrabilité de l'offre culturelle émergente sur les plateformes numériques sera aussi une priorité.

Acquérir une connaissance fine des marchés culturels de la région indo-pacifique

- Réaliser des études de marché sur les pays d'intérêt de la région indo-pacifique, afin de mieux cibler ceux à fort potentiel, les secteurs porteurs et le type de projets à soutenir, ainsi que pour développer une meilleure connaissance des événements culturels phares, des infrastructures numériques, des modèles d'affaires, etc.
- Mieux outiller les équipes culturelles des représentations du Québec en Asie, par la mise en place d'un comité sectoriel interministériel sur les industries créatives spécifique pour l'Indo-Pacifique.

Mettre à profit nos liens au sein de la Francophonie internationale, notamment avec l'OIF et les opérateurs, afin d'accroître la visibilité des contenus culturels québécois et développer un public francophile

- Organiser des activités pour mettre en valeur les contenus audiovisuels québécois programmés sur les différentes chaînes et plateformes de TV5MONDE en Asie. TV5MONDE rassemble une audience cumulée hebdomadaire de plus de 60 millions de téléspectateurs uniques et de 30 millions en audience numérique mensuelle¹⁸.
- Augmenter la diffusion et l'accessibilité du matériel éducatif francophone québécois en Indo-Pacifique en mettant à contribution le réseau de l'AUF, opérateur de la Francophonie universitaire et scientifique.

Renforcer les liens avec les distributeurs, les producteurs et les diffuseurs

- Renforcer, en collaboration avec le CALQ et la SODEC, les liens du Québec avec les distributeurs, les producteurs, les diffuseurs et les agrégateurs culturels en Indo-Pacifique, y compris ceux travaillant dans l'environnement numérique.
- Faire valoir le Québec comme une véritable plaque tournante en Amérique du Nord pour l'accueil de producteurs asiatiques.

Maximiser les retombées des participations québécoises aux événements culturels majeurs en Indo-Pacifique

- Favoriser la participation de professionnels et d'artistes québécois de haut niveau aux principaux rendez-vous culturels en Indo-Pacifique afin de développer des partenariats. C'est dans cette optique que des délégations du Québec participent année après année au Yokohama Performing Arts Meeting, au Performing Arts Market in Seoul et au Australian Performing Arts Market, auxquels participent de nombreux acheteurs et programmeurs provenant des quatre coins de la planète.
- Accroître la visibilité des succès remportés par les productions québécoises sur le territoire, en travaillant plus étroitement avec les associations professionnelles et les acteurs culturels concernés, tant au Québec qu'en Indo-Pacifique.
- Mettre à profit la participation de délégations québécoises aux événements culturels se déroulant sur d'autres territoires (par exemple aux États-Unis) pour créer des liens avec les délégations de l'Indo-Pacifique présentes.

18 francophonie.org/tv5monde-96

Accroître les partenariats entre organismes culturels québécois et organismes culturels d'Indo-Pacifique

- Intensifier la conclusion de partenariats entre organismes culturels québécois et organismes culturels de l'Indo-Pacifique. Le réseau de résidences d'artistes du CALQ au Japon, en Chine, en Inde et en Corée du Sud constitue un bon exemple. Le potentiel de développement demeure élevé notamment en Australie, en Nouvelle-Zélande et à Singapour.
- Mettre davantage à profit l'entente de 2018 sur la coopération culturelle entre le gouvernement du Québec et le ministère de la Culture de Chine.

Axe transversal : Jeunesse

Le gouvernement du Québec soutient plusieurs initiatives qui favorisent les expériences et la mobilité internationales des jeunes. Les missions du premier ministre à l'étranger s'accompagnent d'ailleurs souvent d'un volet jeunesse. L'expertise de LOJIQ — Les Offices jeunesse internationaux du Québec est mise à contribution pour permettre aux étudiants, aux jeunes professionnels, aux artistes et aux entrepreneurs de profiter d'une expérience internationale. Depuis 2007, c'est plus de 3 750 jeunes adultes québécois qui ont été soutenus par LOJIQ dans le cadre de leur projet de mobilité en Asie. À travers ces projets, les jeunes deviennent d'importants ambassadeurs du Québec.

Orientation 9 : Favoriser les échanges jeunesse

La jeunesse est considérée comme une priorité transversale de la présente stratégie et se décline dans l'ensemble de ses axes d'intervention. Le Québec et LOJIQ poursuivront leurs efforts afin d'élargir l'offre d'expériences internationales pour les jeunes dans la région indo-pacifique. En plus de maintenir les stages professionnels au sein des différentes représentations du Québec en Asie, le Québec entend développer de nouvelles possibilités auprès d'organisations asiatiques à vocation économique et d'organisations internationales présentes en Indo-Pacifique. L'engagement citoyen étant une priorité, le développement de projets de volontariat favorisant l'implication sociale des jeunes sera aussi encouragé. L'ampleur des problématiques environnementales et sociales fait ressortir l'importance de soutenir les actions de la jeunesse dans ces domaines. Plusieurs pays de la région indo-pacifique sont d'ailleurs particulièrement touchés par les changements climatiques, la montée du niveau des océans ou la diminution de leur réserve d'eau potable.

L'inclusion de la jeunesse dans la construction des sociétés de demain constitue un point de partage entre le Québec et la région indo-pacifique. Les jeunes des Premiers Peuples du Québec sont de plus en plus majoritaires au sein de leur communauté. En effet, près de 50 % sont âgés de moins de 30 ans et environ 60 % de moins de 35 ans (contre respectivement 34 % et 40 % dans la population générale). Ces jeunes font face à des défis considérables, sachant que des pans entiers de leur société seront appelés à se reconstruire. Regorgeant ainsi d'un formidable potentiel, et en cohérence avec le Plan d'action pour le développement social et culturel des Premières Nations et des Inuits 2017-2022, le Québec accordera une attention particulière à la jeunesse autochtone.

Parallèlement, les jeunes de 0 à 24 ans constituaient, en 2020, près de 40 % de la population asiatique¹⁹. De ce fait, ces pays doivent développer et mettre en place des politiques publiques innovantes afin de répondre à leurs préoccupations, comme l'éducation, l'emploi, l'environnement, la santé mentale et la participation aux prises de décision. Le Québec pourra s'inspirer de ces politiques, tout en mettant de l'avant son propre savoir-faire, notamment par l'entremise du Secrétariat à la jeunesse (SAJ).

19 2019. Nations Unies, Département de l'économie et des affaires sociales. *World population prospects 2019*. En ligne : population.un.org/wpp/DataQuery

Développer de nouvelles possibilités de stages jeunesse ou de projets de volontariat en Indo-Pacifique

- Développer des occasions de stages auprès d'organisations asiatiques à vocation économique et d'organisations internationales présentes en Indo-Pacifique en misant sur l'expertise du Programme de stages en organisations internationales gouvernementales (PSOIG) administré par le MRIF tout en explorant les possibilités de collaboration avec les chambres de commerce ou regroupement d'affaires. Ces stages permettront de développer des liens avec ces organisations, tout en offrant à la relève québécoise des occasions de développer des compétences professionnelles.
- Soutenir des projets de solidarité ou de volontariat en Indo-Pacifique en mettant à profit les programmes de solidarité internationale du MRIF ainsi que de LOJIQ et d'organismes tels que Chantiers jeunesse. Le développement de partenariats avec les pays membres de l'OIF ou pays observateurs (Corée du Sud et Thaïlande) sera considéré.

Développer de nouvelles initiatives entre les jeunes Inuits ou des Premières Nations du Québec et les jeunes Autochtones de la région indo-pacifique

- En collaboration avec LOJIQ, le SAJ et le Secrétariat aux affaires autochtones (SAA), développer des initiatives entre jeunes Inuits ou jeunes des Premières Nations du Québec et jeunes Autochtones de la région indo-pacifique. Les projets développés pourront prendre plusieurs formes : revitalisation de la langue, reconstruction identitaire, participation à des manifestations artistiques ou sociales, etc. Le Wapikoni est un bel exemple de réseautage entre jeunes Autochtones du Québec et jeunes de l'étranger.

Favoriser le partage d'expertise en matière de jeunesse

- Intensifier le dialogue entre le Québec et les gouvernements d'Indo-Pacifique sur la mise en place de politiques publiques en matière de jeunesse.
- Faciliter le dialogue entre les jeunes du Québec et les jeunes de la région indo-pacifique. Ces échanges, appuyés par le numérique, alimenteront un sentiment de compréhension mutuel entre les deux sociétés.
- Travailler, en étroite collaboration avec le MEQ, au développement d'actions favorisant les échanges ainsi que la mobilité des élèves entre le Québec et la région indo-pacifique.

Conclusion

La pandémie a suscité une réflexion sur le fonctionnement du commerce international et une nécessaire prise en compte des nouvelles réalités qu'elle a engendrées, dont une insistance accrue sur la sécurisation et la diversification des chaînes de valeur. À l'aune d'une reprise économique mondiale qui, malgré les incertitudes liées à l'émergence de variants et de nouvelles vagues épidémiques, s'annonce soutenue, le bien-fondé du virage économique de la diplomatie québécoise n'en est que plus pertinent, et se veut désormais décliné territorialement afin de prendre en compte ces transformations.

L'espace indo-pacifique se présente comme le nouveau centre de gravité géopolitique et économique de la planète. C'est aussi au sein de cette vaste région, forte de perspectives de croissance importantes, que les efforts de coopération seront des plus nécessaires en matière de développement durable et de lutte contre les changements climatiques.

Notre stratégie permettra d'accroître les retombées de la relation avec la région indo-pacifique. Sa mise en œuvre sera adaptée selon les territoires afin de prendre en compte leurs spécificités propres, les défis qu'ils représentent en matière d'accès, les incertitudes géopolitiques auxquelles ils sont parfois confrontés et l'interface entre les sphères politiques et économiques dans la région. Une présence continue sur le terrain favorisera une coordination entre la diplomatie d'influence et la diplomatie économique.

Le Québec bénéficie à ce titre d'une présence historique au sein des marchés de l'Asie du Nord-Est, qu'il entend consolider tout en augmentant ses actions auprès des économies émergentes d'Asie du Sud et du Sud-Est. Il vise aussi à explorer les marchés à fort potentiel de l'Océanie et des pays de la péninsule indochinoise, têtes de pont de la Francophonie en Indo-Pacifique. À travers ses dimensions économique et sectorielle, cette stratégie propose des actions concrètes pour favoriser l'accès des Québécois à cette région et leur permettre d'en avoir une meilleure connaissance. Elle entend ainsi faciliter leur entrée sur les marchés au moyen d'une approche transpacifique, et démystifier les spécificités de ces derniers par le soutien d'une expertise proprement québécoise en la matière.

En continuité avec la Vision internationale du Québec, cet énoncé propose donc des actions structurantes et novatrices qui renforceront l'action du ministère des Relations internationales et de la Francophonie et de son réseau en Indo-Pacifique. Ces actions leur permettront de pleinement jouer leur rôle dans la relance de l'économie québécoise et dans la promotion et la défense de nos intérêts stratégiques au sein de cette grande région, prochain centre névralgique des relations internationales à l'échelle mondiale.

Annexe : Axes d'intervention, orientations et mesures

Axe d'intervention 1 : Commerce extérieur et investissements

Orientation 1 : Soutenir les entreprises exportatrices et stimuler l'attraction d'investissements directs étrangers

- Préparer les entreprises en amont de leurs démarches dans la région indo-pacifique.
- Lancer des cohortes d'entrepreneurs dans des secteurs de force.
- Renforcer l'intelligence d'affaires à l'égard des marchés de l'Indo-Pacifique.
- Consolider et accroître le réseau de représentations du Québec dans la région indo-pacifique.

Orientation 2 : Positionner le Québec par sa diplomatie économique

- Accroître la notoriété du Québec et assurer sa participation à haut niveau en Indo-Pacifique.
- Renforcer les liens du Québec avec les donneurs d'ordres, les grandes sociétés et les fonds d'investissement de la région indo-pacifique.

Orientation 3 : Mettre en œuvre une approche transpacifique

- Tirer profit de la présence de grands groupes asiatiques dans la Silicon Valley.

Axe d'intervention 2 : Recherche, innovation et formation

Orientation 4 : Promouvoir l'excellence québécoise

- Positionner le Québec au sein des réseaux et des grands acteurs de la recherche en Indo-Pacifique.
- Accompagner les jeunes pousses dans leurs démarches sur les marchés de cette région.
- Étendre le programme de scientifiques en résidence à l'Asie.
- Créer une chaire sur les études asiatiques au Québec.
- Développer une intelligence d'affaires en éducation et en enseignement supérieur.
- Promouvoir les programmes de formation professionnelle et technique.

Axe d'intervention 3 : Économie verte et développement durable

Orientation 5 : Accentuer l'engagement du Québec en matière d'économie verte

- Promouvoir l'offre et le savoir-faire du Québec en matière d'économie verte et de tourisme responsable auprès des acteurs de la région indo-pacifique.

Orientation 6 : Favoriser le partage d'expertise sur la dimension sociale du développement durable

- Faire rayonner l'engagement du Québec en matière de promotion et de protection des droits de la personne auprès de ses partenaires de la région indo-pacifique.

Axe d'intervention 4 : Attraction de talents et de la main-d'œuvre

Orientation 7 : Attirer des talents et de la main-d'œuvre au Québec

- Mettre en place des outils facilitant l'attraction et l'accompagnement de talents.
- Organiser des activités de prospection et de recrutement dans la région indo-pacifique.

Axe d'intervention 5 : Culture

Orientation 8 : Renforcer le rayonnement et la découvrabilité de la culture québécoise

- Acquérir une connaissance fine des marchés culturels de la région indo-pacifique.
- Mettre à profit nos liens au sein de la Francophonie internationale, notamment avec l'OIF et les opérateurs, afin d'accroître la visibilité des contenus culturels québécois et de développer un public francophile.
- Renforcer les liens avec les distributeurs, les producteurs et les diffuseurs.
- Maximiser les retombées des participations québécoises aux événements culturels majeurs en Indo-Pacifique.
- Accroître les partenariats entre organismes culturels québécois et organismes culturels d'Indo-Pacifique.

Axe transversal : Jeunesse

Orientation 9 : Favoriser les échanges jeunesse

- Développer de nouvelles possibilités de stages jeunesse ou de projets de volontariat en Indo-Pacifique.
- Développer de nouvelles initiatives entre les jeunes Inuits ou des Premières Nations du Québec et les jeunes Autochtones de la région indo-pacifique.
- Favoriser le partage d'expertises en matière de jeunesse.

